

MARES, David R. (dir.). *Civil-Military Relations, Building Democracy and Regional Security in Latin America, Southern Asia, and Central Europe*. Boulder, Westview Press, 1998, 288 p.

Hugo Loiseau

Volume 30, numéro 2, 1999

Les puissances majeures et les institutions internationales de sécurité, 1990-1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704044ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704044ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Loiseau, H. (1999). Compte rendu de [MARES, David R. (dir.). *Civil-Military Relations, Building Democracy and Regional Security in Latin America, Southern Asia, and Central Europe*. Boulder, Westview Press, 1998, 288 p.] *Études internationales*, 30(2), 443–446. <https://doi.org/10.7202/704044ar>

termes, la mortalité, les flux de population sont absents au profit de la natalité. Depuis la Conférence du Caire en 1994 (ICPD et 3^e Conférence des Nations Unies sur la population), on assiste à une évolution : on mise davantage sur les êtres humains que sur le nombre d'individus et on encourage la participation des femmes (débat pour dépasser le fondamentalisme religieux, en particulier). L'OMS a reçu un mandat pour mieux intégrer la planification familiale aux soins primaires. L'UNICEF et l'UNFPA participent aussi à ces actions. Les auteurs analysent le problème des droits humains dans ce domaine. La conclusion fournit un agenda critique des actions entreprises ou à entreprendre pour que l'accessibilité aux soins de santé et à la planification familiale devienne une réalité.

Cet ouvrage très bien documenté est un « tour de force », non seulement pour la combinaison des informations institutionnelles et politiques, mais aussi pour la philosophie qui sous-tend l'analyse : l'affirmation des droits universels pour que les soins de santé soient accessibles à la population et que les besoins essentiels – dont la santé – soient satisfaits. Bien écrit, clair, il s'avère un ouvrage utile pour les étudiants en santé internationale, en politique de santé. Il serait souhaitable qu'il soit traduit en français.

Jean-Pierre THOUÉZ

Département de géographie
Université de Montréal

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

Civil-Military Relations, Building Democracy and Regional Security in Latin America, Southern Asia, and Central Europe.

MARES, David R. (dir.). Boulder, Westview Press, 1998, 288 p.

Forte déjà de cinq publications, la collection Latin America in Global Perspective nous offre le livre intitulé *Civil-Military Relations, Building Democracy and Regional Security in Latin America, Southern Asia, and Central Europe*. Le but de cette collection est d'analyser l'Amérique latine et les autres régions du monde grâce à une approche comparative. Sans strictement se limiter à l'étude de la science politique ou des relations internationales, les ouvrages de cette collection abordent leur objet d'étude de manière multidisciplinaire à l'intérieur du vaste cadre des sciences sociales. Or, le livre de David R. Mares s'inscrit lui aussi dans cette logique. La volonté des auteurs de ce collectif se veut comparative et la structure générale du livre le démontre bien. Celle-ci propose au lecteur deux sections. La première étudie la relation entre le type de relations civilo-militaires et la démocratie en Inde, au Pakistan, en Indonésie et au Venezuela. La seconde section se subdivise en deux parties. La première des deux concentre son analyse sur les pays où les relations civilo-militaires sont dominées par les civils. Il s'agit de l'Argentine, des Républiques tchèque et slovaque et de la Pologne. La seconde partie, quant à elle, s'attarde plutôt aux pays où les relations civilo-militaires sont issues

de partenariats comme en Thaïlande, au Guatemala et au Brésil.

Bien entendu, l'ensemble de ces parties et chapitres est relié par un cadre d'analyse commun. Ce dernier part du postulat voulant que la dynamique interne d'un État quant à ses relations civilo-militaires détermine la probabilité de coopération ou de conflit au niveau régional. En d'autres termes, les intérêts économiques et géopolitiques des civils et des militaires, qui se manifestent à travers la politique étrangère de l'État donné, déterminent la nature conflictuelle ou coopérative de la relation qu'entretient cet État avec les autres pays de sa région. Donc, suivant ce postulat, D.Mares développe un cadre d'analyse où les facteurs déterminant la nature des relations civilo-militaires se perçoivent grâce à l'étude de la culture politique et à l'analyse des règles politiques internes du pays. À partir de cela, le cadre d'analyse peut identifier une typologie des différentes natures de relations civilo-militaires comme les partenariats entre civils et militaires, la domination des civils dans la relation.

Le but de l'ouvrage est de tester une méta-hypothèse de recherche à l'aide des douze études de cas. Cette méta-hypothèse indique que les facteurs déterminants (la culture politique et les règles politiques internes) additionnés aux intérêts nationaux particuliers des civils et des militaires déterminent la réaction nationale face à la consolidation démocratique (ou la transition démocratique le cas échéant) et la coopération militaire et économique au niveau régional. Autrement dit, la nature des relations civilo-militaires et les systèmes poli-

tiques qui en découlent constituent les principales variables indépendantes du cadre d'analyse. Chacun des enjeux traités, ou chacune des variables dépendantes, comporte leur hypothèse spécifique. En ce qui concerne la démocratisation, le cadre d'analyse affirme qu'en période de post-guerre froide la principale menace de la consolidation démocratique ne provient pas des armées professionnelles mais bien des luttes entre civils sur des politiques qui excluent la participation des militaires ou bien des cultures politiques qui idéalisent les engagements des militaires envers la nation. Plus précisément, un système politique inclusif issu d'une relation civilo-militaire dominée par les civils et d'une culture politique libérale est le plus propice à la consolidation démocratique. Pour la coopération régionale en matière de sécurité, l'hypothèse propose qu'un système politique issu d'une relation civilo-militaire inclusive et dominée par les civils sera plus porté à coopérer militairement avec ses voisins. Enfin, la dernière hypothèse affirme qu'un système politique issu d'un partenariat civilo-militaire, d'une relation dominée par les civils ou une relation parallèle (c'est-à-dire une relation civilo-militaire étanche où les militaires s'occupent de la sécurité nationale et les civils du reste), ayant une armée professionnelle sera plus à même de défendre la coopération économique régionale et la libéralisation économique interne.

Parmi l'ensemble des conclusions, il faut retenir que selon D.Mares, les liens entre la nature des relations civilo-militaires et les types de système politique versus la consolidation démocratique et la coopération régio-

nale ne sont pas parfaits. Pour ce qui est de la démocratisation, cette recherche démontre qu'une relation civilo-militaire dominée par les civils n'assure pas une consolidation démocratique réussie. Le contraire est aussi vrai puisqu'une relation civilo-militaire de type partenariat n'empêche pas la réalisation de la consolidation démocratique comme dans le cas du Chili ou du Brésil. Quant à la coopération régionale en matière de sécurité, D.Mares propose une modification de l'hypothèse de départ étant donné qu'à partir de son analyse, il trouve presque autant d'exemples confirmant son assertion que de contre-exemples infirmant son hypothèse. En d'autres mots, les critères de l'hypothèse décrite ci-haut n'assurent pas nécessairement une ouverture régionale vers la coopération militaire plus grande que d'autres natures de relations civilo-militaires ou d'autres types de systèmes politiques. Par ailleurs, il semble qu'il n'existe aucun lien entre la coopération économique régionale et la nature de la relation civilo-militaire d'un État donné. Selon les auteurs, tous les pays étudiés, à l'exception du Pakistan, ont entrepris une ouverture économique régionale et une libéralisation économique interne peu importe la nature de leur relation civilo-militaire. Il est facile de comprendre que plusieurs autres facteurs bien plus importants que les relations civilo-militaires influencent les choix d'un gouvernement quant à la coopération économique régionale et à la libéralisation de son économie. Ainsi, la principale conclusion de ce livre se résume en ceci : la nature des relations civilo-militaires ne constitue pas une variable indépendante mais plutôt une variable in-

termédiaire importante dans l'analyse de la consolidation démocratique et de la coopération régionale, militaire et économique. En réalité, la nature des relations civilo-militaires détermine les intérêts du groupe qui va dominer les politiques d'un gouvernement, mais la nature de la relation ne peut déterminer quels seront précisément ces intérêts.

En somme, *Civil-Military Relations, Building Democracy and Regional Security in Latin America, Southern Asia, and Central Europe* est un excellent livre dans lequel le lecteur peut trouver un cadre d'analyse des plus classiques en sociologie militaire, des informations précises quant aux relations civilo-militaires de différents pays en transition démocratique ou en consolidation démocratique ainsi qu'un lien important, et souvent peu usité, entre relations civilo-militaires et politique étrangère en matière de sécurité en période d'après-guerre froide. Il est important aussi de souligner l'étonnante clarté du livre dans son ensemble. La plupart du temps, tout ce qui est avancé est décrit et défini clairement et si le besoin s'en fait sentir, les notions expliquées sont mises sous forme de tableau pour faciliter la compréhension du lecteur. Fait intéressant à noter, le cadre d'analyse et les différents auteurs mettent à profit une approche à multiples facettes dans leur étude. Autrement dit, les auteurs emploient plusieurs théories de la science politique dans un sens large. Ils utilisent donc la sociologie historique, la stratégie totale (*grand strategy*), l'étude des groupes d'intérêts et les théories organisationnelles pour arriver à leurs fins. Cela peut sembler être un tour de force que de rassembler douze études

de cas sous une même approche. Mais cependant, et il est malheureux de le constater, les auteurs des études de cas ne reprennent presque pas le cadre d'analyse et les variables développés en introduction. Ils se bornent à décrire et à analyser à leur façon la situation du ou des pays étudiés si bien qu'à quelques reprises les études de cas semblent désincarnées du reste du livre. En fait, elles auraient bien pu paraître sous forme d'article sans problème. Heureusement que le directeur du collectif regroupe de manière cohérente en conclusion l'ensemble de ces études de cas.

Hugo LOISEAU

*Candidat au doctorat
Département de science politique
Université Laval, Québec*

Les interventions extérieures de l'armée française.

*PASCALLON, Pierre. Bruxelles,
Établissements Bruylant, 1997, 362 p.*

Organisateur prolifique de débats dans le domaine de la sécurité et de la défense, professeur agrégé de faculté à Clermont-Ferrand, ancien député du Puy-de-Dôme et président du « Club Participation et Progrès », Pierre Pascallon a rassemblé dans cet ouvrage les interventions prononcées lors d'un colloque qu'il a organisé à Paris en novembre 1995.

La totalité des vingt-huit communications ont été reprises, en étant structurées en deux grandes parties – « les interventions extérieures militaires » et « les interventions extérieures militaro-humanitaires » – elles-mêmes subdivisées en une étude des objectifs, des moyens et des problèmes. Quelque peu artificielle, cette

subdivision n'altère cependant pas le contenu, souvent pointu et plein d'enseignements, révélateur des interrogations des acteurs politiques et militaires français lors des interventions extérieures effectuées par l'Hexagone dans bien des régions du monde.

De Pierre Messmer à Claude Cheysson, du Général Roquejeoffre au Général Cot, du professeur Zorngibe à son collègue Jean-Christophe Rufin, la compétence politique, l'expertise universitaire et l'expérience militaire semblent déjà bien représentées.

Les différents auteurs nous montrent combien les interventions souvent multinationales sont complexes et difficiles à mener, depuis les problèmes budgétaires jusqu'à celui de l'ouverture du feu, des besoins logistiques à la conciliation délicate entre action humanitaire et action militaire.

Cet ouvrage collectif annonce l'avènement de la force de projection et la nécessité d'approfondir l'organisation des forces armées françaises, dans leur implantation, leurs équipements, leur professionnalisme, afin d'avoir « l'armée de sa politique ». Il interroge aussi sur la nécessité d'intégrer un volet humanitaire aux missions extérieures de la France. Finalement, quels outils militaires et juridiques faut-il mettre à la disposition des militaires français pour qu'ils puissent intervenir, dans les meilleures conditions possibles, hors de l'Hexagone.

Bon nombre d'auteurs montrent combien est prenant le hiatus entre la profession de violence et la profession de paix, mais aussi les intérêts particuliers à toutes interventions, qu'ils soient idéologiques, politiques, militaires ou